

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Période du 29 juin au 3 juillet 2026

Fait marquant

Le Royaume-Uni publie son Defence Investment Plan

Le Premier ministre démissionnaire britannique, Keir Starmer, a présenté le 30 juin le nouveau plan d'investissement britannique dans la défense (*Defence Investment Plan – DIP*), programmation pluriannuelle des investissements militaires pour les quatre prochaines années, et document de mise en œuvre de la Strategic Defence Review de 2025. Attendue depuis l'été 2025, la publication du DIP a été à plusieurs reprises retardée en raison d'écart entre les dépenses envisagées et les financements disponibles, ce qui avait entraîné la démission du ministre de la Défense John Healey début juin.

Le plan prévoit 298 Md£ d'investissements sur quatre ans (2026/27-2029/30) afin d'accroître la préparation opérationnelle des forces armées, de moderniser les équipements et de renforcer la base industrielle de défense britannique. 63 Md£ seront alloués à la dissuasion nucléaire (et notamment au programme de sous-marin AUKUS), 8Md£ au programme d'avion de combat GCAP (mené conjointement avec l'Italie et le Japon), et 5 Md£ pour le renforcement des capacités en drones.

Le DIP annonce aussi l'arrêt de plusieurs programmes, dont les destroyers Type 83, les frégates Type 32, certains hélicoptères Wildcat, le système Skynet 6 et les missiles Storm Shadow.

Le financement de ce plan, plusieurs fois retardé, est un sujet de tensions importantes au sein du gouvernement depuis plusieurs mois, en particulier entre le Treasury et le ministère de la défense. Un écart de 28 Md£ entre les engagements de dépenses et les

recettes disponibles avait en effet été identifié l'an dernier. La temporalité des projets financés interroge également, alors que plusieurs grands projets ne devraient aboutir qu'après 2030.

Soucieux de présenter le DIP avant le sommet de l'OTAN à Ankara les 7 et 8 juillet, le Premier ministre a finalement annoncé 15Md£ de crédits supplémentaires à l'armée, en progression par rapport au 13,5Md£ supplémentaires prévus début juillet. Il a demandé en retour à chaque ministère de céder 1% de son budget d'investissement. Les transports et l'énergie ont dû accepter des coupes respectives de 800M et 2Md£.

Malgré cet effort, l'objectif politique affiché de consacrer 3% du PIB à la défense d'ici 2030 ne sera pas atteint : ce niveau devrait plafonner à 2,7% dans quatre ans. L'objectif de 3,5% pour 2035 est toutefois maintenu, ce qui implique selon [l'Institute for Fiscal Studies](#) que d'importants efforts budgétaires seront encore à consentir après 2030.

Energie-climat

La production d'électricité renouvelable britannique bat un nouveau record

La production d'électricité issue de sources renouvelables au premier trimestre 2026 est en augmentation de 18% par rapport à l'année dernière. Elle a ainsi atteint un niveau record de 53% du mix électrique, d'après les [chiffres présentés par le gouvernement](#).

L'éolien porte cette progression, avec 30% d'augmentation de la production grâce à des conditions météorologiques favorables et une augmentation de la capacité installée. Le solaire n'augmente que légèrement à cause d'un faible ensoleillement : 1,8% supplémentaire malgré une augmentation de 12% de la capacité installée.

Dans ce contexte, le *Department for Energy Security and Net Zero* a approuvé deux nouveaux projets de centrales solaires : la centrale *Peartree* dans le Yorkshire, qui devrait fournir une capacité suffisante pour alimenter 167 000 foyers, et la centrale *Dean Moor* dans le West Cumbria, qui devrait produire suffisamment d'électricité pour jusqu'à 50 000 foyers.

Environnement

56 % des agriculteurs britanniques mettent déjà en place des pratiques d'agriculture régénératrice.

Une [enquête](#) de Barclays auprès de 223 agriculteurs a souligné l'existence d'une dynamique importante dans le secteur agricole en faveur de pratiques plus durables. En plus des 53% d'agriculteurs déjà engagés dans la mise en œuvre de pratique régénératrices, 30% des répondants à l'enquête ont indiqué prévoir de mettre en place des méthodes régénératrice.

Parmi les freins à ces initiatives, les répondants s'inquiètent toutefois du manque de clarté en matière de retour sur investissements, ainsi que du niveau élevé des investissements de départ et du manque de communication sur l'efficacité des technologies et les accompagnements disponibles.

Le régulateur de l'environnement juge illégales les autorisations d'urgence pour l'usage de néonicotinoïdes

D'après l'Office for Environmental Protection, le DEFRA aurait en 2023 et 2024 - sous le gouvernement conservateur – enfreint le principe de précaution prévu dans le *Habitats Regulations* et le *Wildlife and Countryside Act* en accordant des autorisations d'urgence d'utilisation de pesticides, notamment en ce qui concerne les néonicotinoïdes, dont les effets négatifs pour les populations d'abeilles ont donné lieu à plusieurs alertes ([Guardian](#)).

Industrie

Les mesures de sauvegarde britanniques et européennes sur l'acier entrent en vigueur

Les mesures de sauvegarde britanniques et européennes sur l'acier sont toutes deux entrées en vigueur le 1^{er} juillet. Ces mesures

commerciales réduisent les quotas d'importations exemptées de droit de douane et imposent des droits de 50% sur les importations hors quota, afin de protéger les sidérurgies européennes et britanniques de la menace liée aux surcapacités mondiales de production d'acier.

La mesure britannique, actualisée la semaine dernière, réduit de 51% les quotas exemptés de droit de douane (voir brèves du 26 juin 2026). En ce qui concerne l'UE, le volume total d'importations d'acier exonéré de droits de douane pour les Etats non européens est réduit de 47%, pour atteindre 18,3Mt, avec une moitié réservée aux partenaires avec lesquels l'UE dispose d'un accord de libre-échange (dont le Royaume-Uni).

Le Royaume-Uni publie les détails de son nouveau programme de financement pour les métaux critiques

Le ministère des Affaires et du Commerce (DBT) a présenté les détails de la nouvelle enveloppe de 50M£ destinée aux projets de métaux critiques, annoncée dans le cadre de la Critical Minerals Strategy de décembre 2025. Ce Critical Minerals Programme 2026-2030 sera structuré en trois piliers.

En premier lieu, la construction d'un Magnet Hub, infrastructure nationale spécialisée dans la recherche sur la fabrication et le recyclage d'aimants permanents, est annoncée. L'idée est de proposer un environnement d'expérimentation (*sandpit*) pour les entreprises souhaitant industrialiser leurs procédés. Le hub aura également un rôle de formation, afin de répondre aux besoins en main d'œuvre spécialisée. Un appel à manifestation d'intérêt de deux semaines a été lancé à la fin du mois de juin, et le projet retenu devrait être annoncé à l'automne.

Par ailleurs, une enveloppe *Critical Minerals Accelerator* de 25M£ doit permettre de soutenir des projets situés au Royaume-Uni sur toute la chaîne de valeur (extraction, raffinage, recyclage) à travers la phase difficile de passage de l'innovation à l'industrialisation et la commercialisation (« *valley of death* »). Les fonds seront versés à travers deux appels à projets en juillet 2026 puis en 2027.

Enfin, la création d'une plateforme d'agrégation de la demande est confirmée. L'objectif de celle-ci sera de consolider et de clarifier la demande de minerais critiques, pour renforcer la prévisibilité des revenus d'éventuels nouveaux projets et faciliter la conclusion d'accords d'achat à terme.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie), Martin Meilland, Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr